

Il s'agit, pour le premier, d'un changement économique. L'économie mondiale est en pleine transformation. Les pays d'Europe, ennemis farouches pendant des siècles, ont instauré un marché commun grâce auquel tous les obstacles intérieurs au commerce seront éliminés d'ici 1992. En Asie, le Japon joue un rôle de plus en plus influent sur la scène mondiale, et les jeunes économies mondiales que sont la Corée, Singapour, Taïwan et Hong Kong renforcent chaque jour leur position concurrentielle. Pensez à ce qui arrivera lorsque des pays gigantesques comme l'Inde et la Chine seront aussi compétitifs que la Corée et le Japon. En Amérique du Nord, le Canada a négocié avec les États-Unis un Accord de libre-échange qui lui garantira les mêmes avantages économiques dont jouissent l'Europe et l'Asie, nos concurrents. Cette nouvelle réalité économique offre de grands débouchés au Canada - ce pays tellement riche, innovateur et compétitif. Si nous savons tirer parti de ces débouchés, rien ne pourra arrêter le Canada.

Ce changement en entraîne un autre, cette fois politique - notamment en Union soviétique. Une des raisons qui motivent M. Gorbatchev est la preuve indéniable que le système économique soviétique ne fonctionne pas. Ce facteur et bien d'autres ont modifié les relations entre les superpuissances. Sur le fond, rien n'a changé. Notre régime est un régime libre, l'autre pas. Mais de nombreuses questions d'ordre pratique se posent aujourd'hui sur lesquelles nous devrions être en mesure de nous entendre - qu'il s'agisse des visas de visiteurs, de l'environnement ou des progrès sur l'interdiction des armes chimiques.

Et bien souvent, dans de telles circonstances, les pays comme le Canada ont une plus grande influence. Je citerais à cet égard deux priorités de notre politique.

La première, évidemment, est la question des droits de la personne. Le respect des droits de la personne est un élément fondamental de la politique étrangère du Canada. Le Premier ministre et moi-même avons soulevé directement cette question avec des gouvernements des quatre coins du monde - de la Corée à l'Amérique centrale, du Burundi à l'Afrique du Sud, jusqu'aux pays situés derrière le Rideau de fer. Il y a tout juste deux semaines, aux Nations Unies, j'ai fait part à M. Chevardnadze de la préoccupation constante du Canada à l'égard des droits de la personne. Nous ne cesserons jamais d'insister auprès de l'Union soviétique pour qu'elle ne relâche pas ses efforts dans ce domaine, notamment pour ce qui est du traitement réservé aux minorités religieuses et nationales. Nous pensons avoir déjà obtenu des résultats, notamment en ce qui concerne les déplacements.